



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations des Landes**

Service Vétérinaire Santé Protection Animaux et  
Environnement

1 place Saint Louis - BP 90371

40012 MONT-DE-MARSAN

Affaire suivie par : Philippe MALLET

Téléphone : 05 47 87 73 77

Courriel : philippe.mallet@landes.gouv.fr

Références : SPAE/SR/EV/PhM/MR/IC2600622

MONT-DE-MARSAN, le 23/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du **19/02/2026**

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HÉNAULT Arkaitz**

5 promenade de la Barre  
64600 ANGLET

Code AIOT : 0100284554

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement HÉNAULT Arkaitz implanté 7350 route de Trounquet, lieu-dit "Putapé", à 40430 SORE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HÉNAULT Arkaitz
- 7350 route de Trounquet, lieu-dit "Putapé", à 40430 SORE
- Code AIOT : 0100284554
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Meute de chiens de chasse à courre.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Accessibilité incendie et secours	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10	<b>Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</b>	<b>1 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Taille	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3	Sans objet
2	Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5	Sans objet
3	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6	Sans objet
4	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7	Sans objet
5	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7	Sans objet
6	Accessibilité incendie et secours	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9	Sans objet
8	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15	Sans objet
9	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15	Sans objet
10	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15	Sans objet
11	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17	Sans objet
12	Epandage et traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Ventilation-Odeurs-Poussières	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 24	Sans objet
14	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 25	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27	Sans objet
16	Déchets et animaux morts	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 29	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'exception d'un document de conformité électrique qui n'a pas été présenté, l'installation est en bon état de fonctionnement et respecte les prescriptions de la rubrique 2120.

Au jour de l'inspection, l'installation était en panne de livraison d'électricité et fonctionnait sous groupe (tempête Nils du 12/02/2026).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Taille

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Effectif
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement Nombre de chiens de plus de 4 mois
<b><u>Constats :</u></b>  Présence de 98 chiens au jour du contrôle, pour 150 chiens enregistrés. L'installation est conforme aux documents du dossier d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention de la fuite des chiens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter les intrusions et la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons, etc.). Les enclos ainsi que toutes les parties où les chiens sont susceptibles d'être présents sont entourés d'une clôture ou de parois empêchant la fuite des animaux.

La hauteur de garde de la clôture ou des parois n'est pas inférieure à 2 m, en particulier en cas de présence de neige ; cette hauteur minimum est de 1,8 m si l'installation n'accueille que des chiens dont le poids adulte ne dépasse pas 4 kilogrammes.
<b><u>Constats :</u></b>  L'installation est clôturée en totalité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits dangereux de désinfection et de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fioul et plus généralement les substances et mélanges dangereux pour l'environnement ou la santé sont stockés dans un local réservé à cet effet ou dans une armoire étanche fermée à clef, et dans des conditions propres à éviter tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Des dispositions sont prises pour qu'en cas d'accident il ne puisse pas y avoir déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
<b><u>Constats :</u></b>  Aucun produit dangereux n'est présent. Seuls de l'eau de Javel et du crésil sont parfois utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Entretien des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Elle dispose d'un plan de nettoyage et de désinfection. Les bâtiments d'activités sont construits en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter. Les sols et les murs des bâtiments d'activités sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement. Les restes d'aliments non consommés sont collectés au moins deux fois par jour puis éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances. L'ensemble de la litière souillée par les déjections liquides et solides est enlevé chaque jour.

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état. Les déjections solides sont enlevées chaque jour.
<b><u>Constats :</u></b>  L'ensemble de l'installation est maintenu propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Entretien des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les animaux nuisibles. Il lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b><u>Constats :</u></b>  L'exploitant effectue lui même la lutte contre les nuisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Accessibilité incendie et secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; — d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les substances d'extinction sont appropriées aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.
<b><u>Constats :</u></b>  Présence d'extincteurs neufs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Accessibilité incendie et secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Installations électriques et chauffage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Des appareils de chauffage par lampes chauffantes infrarouges peuvent être utilisés sous réserve qu'ils soient placés à plus de 8 m de toute matière combustible, sauf à ce qu'un mur REI 120 soit situé entre ces appareils de chauffage et les matières combustibles, et de manière à prévenir tout danger d'incendie.
<b><u>Constats :</u></b>  Aucun document attestant de la bonne conformité des installations électriques n'a été présenté.
<b><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></b>  Une attestation de conformité électrique doit être délivrée par un électricien professionnel.
<b>Type de suites proposées :</b> <u>Avec suites</u>
<b><u>Proposition de suites :</u></b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b><u>Proposition de délais :</u></b> 1 mois

**N° 8 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sols imperméabilisés de l'installation, les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols imperméabilisés de l'installation permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. A l'intérieur des bâtiments d'activités, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'au moins un mètre.
<b><u>Constats :</u></b>  Les sols sont bétonnés et les effluents canalisés vers une fosse vidée une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'activité et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les surfaces imperméabilisées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.
<b><u>Constats :</u></b>  Les eaux de nettoyage sont dirigées vers une fosse toutes eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b><u>Constats :</u></b>  Les eaux de pluie de toiture ne sont pas mélangées aux effluents. Présence de gouttières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit. Les points de rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel sont aménagés pour permettre l'installation de système de prélèvement d'échantillons et de mesure du débit.
<b><u>Constats :</u></b>  Aucun rejet direct d'effluents dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Epandage et traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23
---



<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités : — soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante, etc.), sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes d'assainissement non collectif ; — soit sur un site spécialisé (centre de compostage, etc.) autorisé ou déclaré au titre du livre II, titre Ier ou du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les coordonnées du gestionnaire du site, l'accord ou le contrat passé avec celui-ci, ainsi que le relevé des quantités livrées et la date de livraison ; — soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 28 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé ; — soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions ci-dessous ; — soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet. L'épandage est effectué conformément aux prescriptions des articles 26 à 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé. L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit sur les cultures maraîchères.
<b><u>Constats :</u></b>  Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités dans un système d'assainissement individuel (fosse vidée une fois par an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Ventilation-Odeurs-Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments d'activité et leurs annexes sont ventilés de manière efficace et permanente. L'exploitant prend des dispositions pour limiter les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.
<b><u>Constats :</u></b>  Les bâtiments sont ventiles. Aucune nuisance olfactive au jour du contrôle, ni émissions de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Emissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Dossier concernant les odeurs.</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes pour le voisinage. Il réalise à cet effet et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier qui comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le plan des zones d'occupation humaine dans un rayon de 500 mètres autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade ;</li> <li>— la liste des principales sources d'émissions odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;</li> <li>— une liste des opérations susceptibles de provoquer des émissions importantes d'odeurs, précisant la fréquence correspondante de chacune d'elles ;</li> <li>— un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l'installation.</li> </ul>
<p><b><u>Constats :</u></b></p> <p>L'installation ne produit pas d'émissions olfactives dans l'air.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Bruit**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Dispositions générales.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les animaux sont rentrés chaque nuit dans les bâtiments, ou enclos réservés.</p>
<p><b><u>Constats :</u></b></p> <p>Aucune nuisance sonore au jour du contrôle, malgré la présence de la meute.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Déchets et animaux morts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les animaux morts sont entreposés, puis enlevés par l'équarrisseur ou éliminés selon les modalités prévues par le code rural et de la pêche maritime.  En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.  Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural et de la pêche maritime, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bons d'enlèvement pour l'équarrissage ou les certificats d'incinération.
<b><u>Constats :</u></b>  Présence d'un congélateur et d'une chambre froide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**NOM ET SIGNATURE DE(S) L'INSPECTEUR(S)**

**Philippe MALLET**



Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur bis	Approbateur
Philippe MALLET 	Laurent LAFARGUE 		